

bombardements stupides et dangereux qu'il effectuait à quelques milles de la frontière chinoise?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, la déclaration que mon honorable ami a faite aujourd'hui mentionnait ce fait. Il avait abordé ce sujet, ainsi que d'autres encore, avec le représentant du gouvernement américain. Si le député a lu cette déclaration, il aura remarqué que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures—je ne cite pas textuellement ses paroles car je ne les ai pas sous les yeux—ne voyait aucun espoir de négociations avant l'arrêt des bombardements au Vietnam du Nord. C'est à peu près ce qu'il a dit.

M. David MacDonald (Prince): Monsieur l'Orateur, le très honorable représentant aurait-il l'obligeance d'exprimer au ministre les sentiments de gratitude de nombre d'entre nous de ce côté-ci de la Chambre, j'en suis sûr, pour l'attitude énergique qu'il a prise aux Nations Unies, ce matin, pour insister sur la cessation prochaine des bombardements afin que les négociations puissent commencer.

Le très hon. M. Pearson: Je le ferai volontiers, monsieur l'Orateur.

CUBA—L'EXHORTATION DE L'OEА EN VUE DE LA SUSPENSION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. J'aimerais lui demander si le gouvernement a reçu une communication officielle de l'Organisation des États américains au sujet de son appel aux pays amis pour qu'ils cessent de commercer avec Cuba.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Pas que je sache, monsieur l'Orateur. Nous avons reçu les résolutions de cette conférence mais l'Organisation elle-même n'a fait aucune démarche auprès du Canada relativement aux résolutions ou à la réunion qui a eu lieu récemment à Washington. Du moins, aucune démarche de ce genre n'avait été portée à ma connaissance tôt ce matin, mais je me renseignerai davantage là-dessus.

[Français]

LA CONFÉDÉRATION

PRÉTENDUE EXISTENCE D'UN PLAN VISANT À L'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

[M. Lewis.]

Le premier ministre est-il au courant de l'existence d'un plan qui permettrait à l'Union nationale de réaliser l'indépendance du Québec d'ici cinq ans?

[Traduction]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Seulement ce que j'ai lu dans les journaux, monsieur l'Orateur, y compris une déclaration faite ce matin, apparemment, par un représentant du gouvernement de la province de Québec niant l'importance qui a été attachée à toute déclaration de ce genre. De fait, je pense qu'il a même nié son existence.

[Français]

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire.

Le premier ministre, au cas où un tel plan existe, reconnaît-il l'urgence d'un débat sur cette question et quand ce débat pourrait-il avoir lieu ici au Parlement fédéral?

[Traduction]

Le très hon. M. Pearson: Je ne connais pas d'autre sujet dont il soit plus important de discuter à la Chambre au moment et dans les circonstances appropriées, et j'espère que ce sera très bientôt.

[Plus tard]

[Français]

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

A la suite de la déclaration de l'honorable député de Matapédia-Matane (M. Tremblay), à Montmorency, sur l'éventualité d'une république canadienne, le très honorable premier ministre peut-il dire à la Chambre si le cabinet a été saisi de la question et si le gouvernement a l'intention de présenter en cette Chambre prochainement un projet de loi pour modifier la forme du gouvernement canadien?

M. l'Orateur: Je ne crois pas que la question soit recevable dans les circonstances.

M. Allard: Pourquoi pas?

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'AIDE À ACCORDER AUX INDUSTRIES TOUCHÉES PAR LES ACCORDS DE GENÈVE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre de l'Industrie. Le gouvernement songe-t-il à alléger les effets des réductions tarifaires de la négociation Kennedy